

RADICALISANT LEUR MOUVEMENT DE GRÈVE

Les universitaires «assiègent» le ministère de l'Enseignement supérieur

Près d'un millier d'étudiants ont observé, hier, un sit-in devant le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Les protestataires venus des instituts et des grandes écoles d'Alger avaient décidé en fin de journée de passer la nuit sur place. Par ailleurs, le mouvement de protestation a gagné plusieurs universités du pays, celle de Laghouat ayant même été fermée hier par les grévistes. A Bab Ezzouar, les étudiants ont bloqué l'accès au rectorat et aux instituts de l'USTHB. Les futurs ingénieurs remettent en cause le décret présidentiel n°10-315 du 13 décembre 2010.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le mouvement de protestation des étudiants en ingénierie ainsi que celui des élèves des écoles préparatoires aux grandes écoles est passé, hier, à un stade supérieur avec la fermeture par les étudiants à travers le territoire national de plusieurs instituts, dont ceux de Boumerdès, Bouira, Tizi-Ouzou et Alger, au centre et ceux d'Oran et de Laghouat à l'ouest et au sud du pays.

Hier, des centaines d'étudiants ont afflué vers le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour y observer un sit-in devant son entrée principale.

Ils ont décidé de se regrouper, expliquent leurs délégués, après avoir reçu une réponse négative à leur principale revendication de la part de leurs responsables respectifs. «Il ne nous reste plus qu'à montrer

notre mécontentement directement au principal responsable du secteur, le ministre lui-même», a déclaré un délégué de l'UGEI. Hier, en fin de journée, M. Harraoubia devait recevoir les secrétaires généraux des organisations estudiantines, selon ces derniers.

Une réunion est également prévue pour aujourd'hui entre le ministre et les directeurs d'instituts. Hier à Bab Ezzouar, les grévistes ont bloqué l'accès au rectorat, aux instituts ainsi que pour les véhicules.

Selon les délégués des étudiants, l'arrêt des cours et la paralysie des activités de l'université se poursuivront, en attendant les résultats de la rencontre programmée pour aujourd'hui. Les étudiants en ingénierie dans les différentes spécialités à l'USTHB étaient encore rassemblés hier dans l'enceinte de l'université.



Des centaines d'étudiants se sont rassemblés devant le ministère de l'Enseignement supérieur.

Ils ont procédé au blocage de l'accès aux instituts et aux classes de cours. «Certains enseignants ont compris nos revendications, mais pour les autres. Mais d'autres avec lesquels nous avons eu des discussions ont quand même tenu à donner leurs cours. On ne

comprend pas cette réaction. Ils ont pourtant été étudiants en ingénierie comme nous et vécu ainsi les mêmes problèmes», s'exclame un délégué du mouvement étudiant.

Les étudiants protestataires mettront aussi en évidence le fait que le recteur

de l'université a refusé de les recevoir. «Le recteur ne veut pas discuter avec nous de nos revendications. Sa décision va ainsi à l'encontre des directives du ministère insistant pour que nous soyons reçus.»

Les revendications des étudiants en ingénierie

concernent principalement le décret présidentiel n°10-315 du 13 décembre 2010, modifiant et complétant le décret présidentiel n°07-304 du 29 septembre 2007, fixant la grille indiciaire des traitements ainsi que le régime de rémunération des fonctionnaires.

Les étudiants, dont ceux de l'USTHB demandent notamment le maintien du titre du diplôme d'ingénieur d'Etat pour les étudiants de l'ancien système et l'équivalence du diplôme d'ingénieur d'Etat avec le diplôme du master (bac+5), en référence aux décisions des conseils scientifiques des différentes facultés.

Il s'agit aussi de l'équivalence du diplôme DES (bac+4) avec le master 1 (bac+4) ainsi que l'équivalence du diplôme DES (bac+4) + post-graduation avec le diplôme du master (bac+5) et l'équivalence du diplôme de magister avec la 2^e année de l'école doctorale du système LMD.

F.-Z. B.

LEUR SYNDICAT APPELLE À TROIS JOURS DE GRÈVE

Débrayage des travailleurs communaux

Point de dialogue entre le Snapap et le ministère de l'Intérieur. Le conseil national du secteur des communes affilié audit syndicat ne revient pas sur sa décision. Les 21, 22 et 23 février prochains, les 400 000 employés des communes, tous corps confondus, seront en grève.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le préavis de grève déposé par le bureau du conseil national du secteur des communes n'a suscité aucune réaction de la part du département d'Ould Kablia.

Ce dernier n'ayant pas jugé utile de répondre, le président du bureau national indiquait, hier, que «de toutes les manières, nous ne nous laisserons plus piéger par les promesses du ministère». Le conflit entre le ministère de l'Intérieur et le représentant des

employés des communes date de plusieurs années. Le syndicat réclame plus de considération pour les milliers d'employés (agents administratifs, éboueurs, ingénieurs...).

Il déplore «la situation socioprofessionnelle des travailleurs communaux qui est alarmante et qui continue de subir le mépris et la marginalisation après plusieurs promesses non tenues de la part de la tutelle». Il dénonce les atteintes au droit de grève, le retard flagrant pris pour la promul-

gation du statut particulier et du régime indemnitaire des communaux, la situation précaire des vacataires et contractuels, le recours abusif au recrutement dans le cadre du filet social et l'exclusion du syndicat dans l'élaboration du statut particulier et du code du travail.

En appelant à une action de protestation de trois jours, le bureau du conseil national du secteur des communes affilié au Snapap réclame «la promulgation du statut particulier et du régime indemnitaire des communaux, la fin de la précarité de l'emploi par l'intégration de tous les vacataires et contractuels, le respect des libertés syndicales et du droit à la grève, la réintégration du syndicaliste de la

commune de Chlef licencié arbitrairement, l'abrogation de l'article 87 bis et la loi 90-11 qui empêche l'augmentation du SNMG, le maintien du régime de la retraite sans condition d'âge et la participation de tous les syndicats dans l'élaboration du nouveau code du travail».

Des revendications qui avaient été déjà exprimées lors du débrayage auquel ce même syndicat avait appelé l'année dernière.

Ali Yahia, premier responsable du bureau des travailleurs communaux, prédit une grande adhésion des employés car, dit-il, le ras-le-bol est grand et n'épargne aucun corps des employés des communes.

N. I.

COUR D'ALGER

Les greffiers en grève

Les greffiers de la cour d'Alger ont observé hier après-midi un rassemblement in situ.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - C'est une première dans le corps de la justice. Pas moins de 80 greffiers de la cour d'Alger ont observé, hier après-midi, un arrêt de travail en vue de tenir un rassemblement sur place. Ils exigent un minimum de considération eu égard à leur lourde tâche et à la responsabilité dont ils ont la charge, revendiquent la révision de leur grille des

salaires, le droit à la promotion et au logement de fonction. «Il y en a parmi nous qui occupent le poste de commis-greffier, à savoir le grade le plus bas, depuis 19 ans et qui n'ont toujours pas été promus. Ajoutons à cela notre salaire dérisoire qui ne dépasse pas les 17 000 DA. Le greffier le plus gradé, le greffier-divisionnaire, touche 23 000 DA.

Pourtant, une simple erreur de frappe peut nous

coûter la prison», dira un groupe de greffiers interrogés sur place. Ainsi, les greffiers de la cour d'Alger ne comprennent pas pourquoi un juge débutant touche 160 000 DA et un greffier avec 15 ans d'expérience et assumant la plus grande partie du travail et de responsabilité perçoit seulement 16 000 DA.

«Pourtant, nous avons suivi pratiquement la même formation. Aujourd'hui, une licence est exigée pour exercer le métier de greffier.

Dans tous les pays du monde, les salaires des greffiers sont systématiquement augmentés en cas d'augmentation de ceux des juges. Certes, nous ne demandons pas les mêmes privilèges octroyés aux juges, mais seulement nos droits», ont-ils ajouté.

Enfin, les greffiers de la cour d'Alger comptent aujourd'hui organiser un autre rassemblement dans le but d'obtenir la satisfaction de leurs doléances.

M. M.

CONSTANTINE

Grève illimitée des futurs ingénieurs de l'Institut des sciences de la terre

Des centaines d'étudiants de l'Institut des sciences de la terre et de la géographie de Zouaghi ont entamé, hier, une grève illimitée pour exiger l'annulation du décret présidentiel n° 10-135 du 15 décembre, portant classification des corps des ingénieurs d'Etat, qu'ils qualifient de «décret de la honte».

Arborant des pancartes sur lesquelles on peut lire «les ingénieurs réclament leurs droits», les protestataires, en colère, ont pratiquement bloqué, durant toute la matinée d'hier, l'entrée à l'institut, en formant un mur humain, interdisant de fait l'accès aux enseignants et au personnel administratif. Ainsi, les grévistes dénoncent leur alignement du fait de ce décret sur les étudiants titulaires d'une licence de type LMD (licence, master, doctorat).

«On se retrouve aujourd'hui après quatre ans d'études, pour certains d'entre nous, classés au même niveau que les étudiants inscrits en LMD, soit bac+3», déplore un étudiant rencontré à l'Institut des sciences de la terre. Une nouvelle classification, explique un autre, qui «ne tient pas compte, en fait, de la durée des études des étudiants ayant suivi une formation dans le système classique», autrement dit un cursus de bac+5.

Même son de cloche du côté des étudiants inscrits en post-graduation (bac+7) qui se disent «trahis par ce décret». Déterminés à faire entendre leur voix, les futurs ingénieurs ne comptent pas baisser les bras, et ce, jusqu'à satisfaction de leur revendication.

Farid Benzaïd